



AVENANT DE L'ANNEXE DU PLAN DE FORMATION MUTUALISE
Prise en charge des frais
Modification du montant de prise en charge des frais de restauration
et des frais d'hébergement :

Les frais de déplacement pour les formations CNFPT :

Ils ne sont pas pris en compte pour les déplacements prévus dans le périmètre du SMPBA, Bordeaux Métropole ou le territoire du Bassin d'Arcachon.

Formations hors CNFPT uniquement liées à l'activité professionnelle de l'agent :

Modification du montant des frais de restauration (décret n°2006-781 du 03 juillet 2006, Arrêté du 26/02/2019) :

Selon le nouveau barème fixé par l'arrêté du 26/02/2019, la prise en charge sera effective à compter du 1^{er} janvier 2020,

Les frais de restauration modifiés sont pris en compte à hauteur de 17.50 € par repas sur justificatifs excepté si les repas sont pris en compte par le prestataire. Le SMPBA déduira les titres restaurant en conséquence. Le remboursement se fera aux frais réels et dans la limite du montant de 17.50 €.

Les montants de remboursement seront adaptés suivant l'évolution du décret n°2006-781 du 03 juillet 2006.

Frais d'hébergement :

Le remboursement des frais d'hébergement, comprenant la nuitée et le petit déjeuner, s'effectue à hauteur d'un montant fixé par arrêté ministériel et suit l'évolution des décrets de l'arrêté ministériel.

A titre indicatif, il est actuellement fixé par l'arrêté ministériel 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 03 juillet 2006 et est fixée à : 70 € par nuitée.

Afin de tenir compte de situations particulières, il est proposé, à titre dérogatoire comme prévu à l'article 7 du décret du 03 juillet 2006, de rembourser, lorsque les déplacements pour les agents se traduisent par des frais d'hébergement localisés sur les territoires des villes de plus de 200 00 habitants, un forfait dans la limite de 90 € (par nuitée, petit déjeuner compris) et pour la Ville de Paris un forfait dans la limite de 110 € (par nuitée, petit déjeuner compris). Le remboursement se fera aux frais réels et dans la limite des montant indiqués selon les territoires.

Aucun frais d'hébergement ne sera pris en charge sur le territoire de Bordeaux métropole et sur le territoire du Bassin d'Arcachon.

Frais de transport :

Transport par voie ferroviaire : Le train doit rester le transport à privilégier pour les déplacements. L'agent avance les frais afférents aux transports qui feront l'objet d'un remboursement par le SMPBA sur présentation de justificatifs.

Autres moyens de transport :

Le véhicule de service : Il peut également permettre à l'agent de se déplacer pour une formation dans la limite du territoire du Bassin ou Bordeaux Métropole si un véhicule est disponible et si aucun impact sur l'activité du SMPBA.

Le véhicule personnel : En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, une copie du permis de conduire, de la carte grise et de l'assurance devra accompagner l'autorisation de circuler visée par le SMPBA.

L'agent qui utilise son véhicule doit avoir au préalable souscrit une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles. L'agent n'a droit à aucune indemnisation pour les dommages subis par son véhicule. L'agent qui a utilisé son véhicule personnel peut être remboursé sur présentation de pièces justificatives pour les péages d'autoroute et les frais de stationnement. Le remboursement donne lieu à des indemnités kilométriques selon un barème fixé par arrêté ministériel, au départ de la résidence administrative de l'agent, selon le kilométrage réel évalué par un calculateur d'itinéraire. Toutefois l'indemnisation peut être basée sur la résidence familiale de l'agent lorsque le trajet est plus direct, plus économique pour l'agent et le SMPBA.

1- Frais de transport pour participer à un concours ou à un examen professionnel

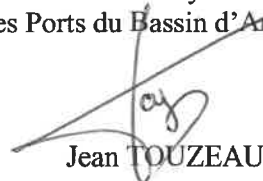
La collectivité ne prend pas en charge ces frais.

2- Les frais de la formation proprement dit dans le cadre du CPF

Selon le décret du 6 mai 2017, le SMPBA décide de limiter la prise en charge des frais pédagogiques suivie dans le cadre du CPF à hauteur de 300 euros TTC par an dans la limite des crédits budgétaire et par agent lorsque la demande est acceptée. Les frais annexes (hébergement, déplacement, restauration...) afférents ne sont pas pris en compte. En cas de constat d'absence de suivi de tout ou partie de la formation sans motif valable, l'agent doit rembourser les frais pédagogiques.

Il convient cependant de préciser que le PFM ou le CNFPT offre une grande palette de formations dont celles incluses dans le CPF. Aussi, le SMPBA fait un effort conséquent sur les formations s'inscrivant dans le cadre du poste de l'agent correspondant également à un besoin du SMPBA ou lors d'une évolution interne tout en préservant sa capacité financière qui reste une priorité.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU